Relations UE-Japon

2023/2107(INI) - 23/11/2023 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission des affaires étrangères a adopté un rapport d'initiative de Reinhard BÜTIKOFER (Verts /ALE, DE) sur les relations UE-Japon.

L'UE et le Japon célébreront 50 ans de relations diplomatiques en 2024. Les relations entre l'UE et le Japon sont celles de partenaires exceptionnellement proches, construites sur une base solide de valeurs partagées, de démocratie, de libre-échange, d'objectifs communs et d'intérêts mutuellement compatibles, faisant du Japon l'un des partenaires les plus importants et les plus fiables de l'UE à l'échelle mondiale.

Soulignant que l'UE et le Japon représentent ensemble près de 25% du PIB mondial, les députés ont déclaré que le partenariat peut et doit jouer un rôle important en contribuant à façonner un ordre international pacifique, fondé sur des règles, inclusif, juste, durable et prospère.

Coopération

Le rapport encourage l'UE et le Japon à **faire preuve de la volonté politique nécessaire** pour ratifier l'accord de partenariat économique entre l'Union européenne et le Japon. Il souligne que l'UE, y compris ses agences et ses institutions financières, doit également coopérer très étroitement avec le Japon au sein du G20, de l'OMC, des Nations unies et de ses agences spécialisées, de la CCNUCC, des organisations internationales de normalisation et des institutions financières, ainsi que dans d'autres enceintes internationales, afin de promouvoir la paix, la sécurité maritime, la non-prolifération et la résistance aux menaces hybrides, ainsi que les droits de l'homme, la prospérité, l'État de droit et la mise en œuvre de l'objectif de développement durable des Nations unies.

Les députés ont salué les mesures importantes prises par le gouvernement japonais et la République de Corée pour construire une relation tournée vers l'avenir, les deux pays étant des partenaires stratégiques de l'UE ayant des vues similaires et d'une importance cruciale. Ils ont reconnu les graves préoccupations du Japon concernant la menace que représentent les programmes illégaux de missiles balistiques de la Corée du Nord et sa belligérance croissante.

Défense

Le rapport souligne que les cadres renforcés des politiques de défense de l'UE et du Japon offrent de **nouvelles possibilités de coopération**, notamment en ce qui concerne la sécurisation des lignes de communication maritimes, la lutte contre la piraterie et le terrorisme, et le maintien de la liberté de navigation dans la région. La participation du Japon à l'exercice militaire de l'opération EUNAVFOR ATALANTA a été saluée.

Les députés ont proposé la création d'un format de dialogue sur la sécurité UE/OTAN/AP4 (Japon/Corée /Australie/Nouvelle-Zélande) et ont encouragé le Service européen pour l'action extérieure à envoyer un attaché militaire à Tokyo.

Environnement

Les députés ont regretté que l'alliance verte UE-Japon de 2021 reste une promesse largement non tenue. Ils notent que le Japon a exprimé son engagement continu à **renforcer l'ambition environnementale**

mutuelle aux niveaux national et multilatéral, conformément à l'Alliance verte UE-Japon. Toutefois, ils souhaiteraient que le Centre de coopération industrielle UE-Japon et la table ronde d'affaires UE-Japon jouent un rôle plus actif à cet égard, notamment en ce qui concerne le recyclage.

Énergie

Le rapport appelle à **l'accélération de la coopération énergétique** entre l'UE et le Japon, en particulier dans les domaines du gaz naturel liquéfié, de la réforme du marché de l'électricité et des technologies innovantes en matière d'énergies renouvelables. Il souligne la nécessité de renforcer le dialogue entre l'UE et le Japon en matière de sécurité énergétique, en prônant une transition verte et en réduisant la dépendance à l'égard des régimes totalitaires pour les chaînes d'approvisionnement de base.

Droits de l'homme

Enfin, le rapport met l'accent sur le **dialogue sur les droits de l'homme**, dans le cadre duquel l'UE et le Japon peuvent discuter, par exemple, de la peine de mort, qui existe toujours au Japon et à laquelle l'UE est fondamentalement opposée, ainsi que d'autres questions relatives aux droits de l'homme présentant un intérêt mutuel. Les députés ont également réitéré leur préoccupation concernant les enlèvements d'enfants par les parents.